

plusieurs morts. Il est soupçonné d'avoir commencé sa carrière dans les services secrets à ce moment...

Jean-Pierre Pabanel
octobre 1990

**Mémoire adressé
au Président-fondateur du MPR,
président de la République du Zaïre
par les agents et fonctionnaires
du département
des Affaires étrangères**

Nous, agents et fonctionnaires du Département des Affaires étrangères, réunis ce samedi 17 mars 1990 en vue de répondre promptement à l'appel lancé à toutes les couches sociales du pays par le président-fondateur du MPR et président de la République, pour émettre des critiques sur le fonctionnement des organes du Parti-État et suggérer par la même occasion des solutions concrètes et pratiques :

— Considérant cette démarche du président-fondateur du MPR, président de la République, comme une des meilleures façons d'exercer la démocratie au Zaïre.

— Soucieux des maux qui rongent le fonctionnement des organes du Parti-État ainsi que toute la société zaïroise.

— Mûs par les mêmes sentiments que le président-fondateur du MPR, président de la République, les mêmes préoccupations que LUI.

— Convaincus du bien-fondé de cette approche appelée à mettre fin à cet état de choses.

— Décidons de soumettre à l'appréciation du président-fondateur du MPR, président de la République ce qui suit.

Critique des organes du MPR

Constitution

La Constitution qui régit la République du Zaïre consacre le multipartisme comme système de pouvoir. Le seul fait de reconnaître un parti

qui se confond par ailleurs avec l'État constitue la source de l'autoritarisme d'un individu ainsi que de tous les dix fléaux et les différents maux tant décriés au Zaïre.

— La Constitution ne prévoit pas de garde fou ni de mode de contrôle en vue de limiter les responsabilités de chaque organe et assurer ainsi la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Par contre elle favorise la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul organe au détriment d'autres organes.

— Cette Constitution à l'heure actuelle ne répond plus aux aspirations à la démocratie pluripartiste des Zaïrois.

Organes du MPR

1) Le président-fondateur du MPR, Parti-État, de droit président de la République

Celui-ci en tant qu'organe, se confond avec la Constitution elle-même qui lui favorise la concentration sans partage, de tous les pouvoirs et ce jusqu'à sa mort, après un règne, de cent ans.

— Il résulte de cet état de chose un régime monocratique et dictatorial que le MPR Parti-État entretient grâce à une clientèle du chef du Parti unique dont il est constitué.

Cette concentration des pouvoirs devient source d'autoritarisme excessif du régime à tel point que la prestation de serment d'allégeance et de fidélité devant le chef du Parti-État — organe central du MPR — par tous les membres de tous les autres organes qui dépendent constitutionnellement de lui, illustre davantage cet étatisme autoritaire et dictatorial consacré par la Constitution.

D'où le culte de personnalité voué au président-fondateur du MPR Parti-État unique.

2) Le Comité central du MPR

Actuellement le Comité central est comparable à une tête malade, tourmentée par trois courants d'idées. En effet, ses membres passent leur temps à discuter des affaires du pays sans jamais s'entendre. Le président-fondateur du MPR en devient l'arbitre. Cet organe fait par moment le travail du Conseil judiciaire.

3) Le Bureau politique du MPR

Celui-ci tout comme le Comité central du MPR regorge des chômeurs que l'on paie chèrement. Le Bureau politique est réduit au rôle de contrôle et fait le travail dévolu à l'Inspection Générale des Finances, au Conseil législatif, à la Cour des Comptes...

4) Le Conseil législatif

Celui-ci est devenu une simple chambre d'enregistrement et d'exécution des injonctions du chef du Parti et du Comité central (articles 64, 79, 86, 87 et suivants de la Constitution). Le filtrage des candidatures des membres du Conseil législatif constitue une entorse grave à l'exercice du pouvoir.

5) *Le Conseil exécutif*

Le commissaire d'État n'a pas de pouvoir étendu dans son Département, partant de cela il n'est pas responsable de ses actes.

Le premier commissaire d'État est comparable à un grand commis de l'État.

Le Conseil exécutif ne décide pas en l'absence du président-fondateur du MPR.

C'est un organe muselé qui subit des changements intempestifs et permanents.

On crée des Départements en cours d'année budgétaire sans tenir compte des implications financières.

Les nominations à la tête des Départements revêtent un caractère fantaisiste parce que ne tenant pas compte des aptitudes et des mérites des individus. Il en est de même des nominations qui sont motivées par des critères ethniques, tribaux, claniques, régionaux et amicaux ; à tel enseigne que des étrangers et même des personnes à nationalité douteuse occupent des responsabilités d'avant garde, c'est le cas de Barthélemy Bisengimana Ruema et beaucoup d'autres encore.

A titre illustratif :

a) Le Comité central du Parti compte 148 membres dont 28 soit 19 % sont ressortissants de la Région de l'Équateur dont le président-fondateur du MPR, président de la République est originaire.

b) Sur un total de 52 membres du Conseil exécutif (commissaires d'État et secrétaires d'État), la Région de l'Équateur se taille la part de 14, soit 27 %.

c) Sur un nombre de 37 officiers des Forces armées zaïroises, la Région de l'Équateur détient un record de 18, soit 46 %.

d) La République du Zaïre dispose de 53 postes diplomatiques, dont 18 sont dirigés par les originaires de l'Équateur soit 34 %.

e) A la tête de tous les services spécialisés, on retrouve les membres du seul clan Ngbandi du président-fondateur du MPR, président de la République, ou à défaut, un ressortissant de l'Équateur :

- Agence nationale d'immigration, ANI, citoyen Goga ;
- Agence nationale de documentation, AND, le citoyen Ngbanda ;
- Conseil national de sécurité, CNS, le citoyen Kema, Région de l'Équateur ;
- Service d'Action et de Renseignements militaires SARM, le général Mayele ;
- La Garde civile, l'élite général de Paix Kpama Baramoto.

Un autre fait important à signaler sur ce chapitre des services spécialisés est que si l'on considère l'importance des fonds mis à la disposition de ces services et la paupérisation dont font preuve les agents œuvrant en leur sein, exception faite des responsables à la tête ainsi que des membres de leur cabinet, on est en droit de se poser la question de savoir quelle est la destination que prennent ces importantes masses monétaires ?

Il convient également de noter que la grande majorité d'agents œuvrant au sein desdits services proviennent essentiellement de la Région que nous nous permettrons de qualifier de région « bënite » de l'Équateur.

La répartition des présidents-délégué généraux des entreprises publiques zaïroises par Région montre que pour ce seul secteur, la Région

de l'Équateur occupe la 2^e place soit 30 % après la Région du Bas-Zaïre avec 43 %.

Cela est dû au passage du citoyen Kinzonzi-Mvutuki Kegbia Ngindu au Département du portefeuille qui n'a fait qu'emboîter le pas au président-fondateur du MPR, président de la République.

Le citoyen Kinzonzi a donc mis en pratique l'adage qui dit : « l'exemple vient d'en haut ».

6) *Le Conseil judiciaire*

Cet important organe est également soumis à l'autoritarisme du chef du Parti-État et des autres organes ; ce qui favorise et encourage l'institutionnalisation de l'impunité et du non-respect des lois.

Les Droits de l'homme

— L'inexistence de Droits de l'homme au Zaïre, ces droits ont été bafoués depuis longtemps. Le Zaïrois est privé des minimums vitaux reconnus par les Droits de l'homme.

— Les soins médicaux ne sont pas assurés, la justice n'existe pas au pays. Il y a des hommes qui sont normalement rémunérés et d'autres ne le sont pas du tout. Il existe une poignée de gens qui s'enrichissent illicitement en puisant impunément dans la caisse de l'État.

— Les étudiants vivent dans la misère noire, sans bourse d'étude et sans argent pour payer les frais de scolarité et le transport. Il y a irresponsabilité des dirigeants sur le sort du peuple qui est abandonné à lui-même.

7) *Au plan diplomatique*

Au lendemain de la création du MPR, le déroulement de la carrière diplomatique s'est trouvé compromis par l'injection des gens ayant échoué dans leurs secteurs d'activité.

De même cette situation se renforce de plus en plus avec l'incorporation au sein des nos missions diplomatiques d'un plus grand nombre d'agents de sécurité du pays ayant rangs d'ambassadeur politique, de ministre conseiller, premier conseiller, premier secrétaire, chef d'antenne de la Coopération, etc.

Cette situation très déplorable entraîne le gonflement de dépenses en devises pour les paiements extérieurs. Ceci ayant pour conséquence de freiner le mouvement de rotation régulier des Diplomates de carrière.

Nos missions diplomatiques sont devenues des débarras ou dépotoirs où est affectées toute la racaille qui a soit gaffé ou démerité soit devenue gênante pour le régime. Ce qui entraîne les conséquences suivantes :

L'autorité du chef du département dont il devrait normalement dépendre s'en trouve diminuée par le comportement désobéissant de « ces ambassadeurs hauts dignitaires et barons du régime » qui demeurent convaincus de ne dépendre que du seul président-fondateur du MPR dont ils sont les représentants personnels. En outre ceux-ci — ambassadeurs politiques — sont des mauvais gestionnaires et dilapidateurs patentés des fonds et biens mis à la disposition des missions diplomatiques.

La démobilisation et le découragement des diplomates de carrière diminuent le rendement de la diplomatie zaïroise jadis une des meilleures réalisations de la deuxième République. Cette situation est aggravée par le

retard enregistré régulièrement dans le transfert des fonds destinés au paiement des salaires, frais de fonctionnement et transport des effets personnels des diplomates souvent égarés ou bloqués des années durant par des agences de transport pour non paiement.

8) *Au plan politique*

Nous constatons que le Zaïre, jadis Congo belge, a aussi été touché par le vent des indépendances africaines né de la Conférence de Bandung (Indonésie, 1955).

Trente ans après, un nouveau vent, celui dit de la « Perestroïka » se fait jour en Europe de l'Est et commence à atteindre le continent africain.

Notre pays, le Zaïre, est-il en mesure de résister contre ce nouvel ouragan de l'histoire ?

Non, il ne dispose pas de moyens et de structures, même l'Afrique du Sud naguère intransigeante vient de céder la Namibie.

Et afin d'éviter d'être désagréablement surpris par ce courant de la démocratie qui embrase le monde entier et qui a liquidé la politique de bloc en balayant au passage un chef d'État européen à savoir Ceausescu, il est plus que temps de prendre à ce propos des dispositions nécessaires.

a) Résolutions

Il existe tant de résolutions adoptées par les organes du MPR et qui n'ont jamais connu un début d'exécution.

b) Manifeste de la N'Sele

Les idées naissent et meurent. Le manifeste de la N'Sele continue-t-il à répondre toujours aux aspirations du peuple ?

c) Décentralisation

Nous constatons qu'en 1960, le Zaïre manquait de cadres universitaires. Actuellement il en regorge plus que d'autres pays africains. Mais comment se fait-il que nos problèmes restent toujours permanents ?

En 1990, nous parlons encore de la décentralisation évoquée jadis en 1982. Notons en passant que pour la centralisation des pouvoirs il avait suffi d'une simple ordonnance, tandis que pour la décentralisation on crée chaque année par-ci par-là des Commissions d'études sans jamais prendre une décision. Nous risquons de trouver en 1995 des solutions aux problèmes qui se sont posés depuis 1982 dès lors que le peuple serait en ce moment là en train de revendiquer le fédéralisme et plus la décentralisation.

Tout le monde sait qu'à l'époque coloniale les Belges avaient recouru à la décentralisation en instituant même des conseils provinciaux. Il est donc temps, que des solutions aux problèmes posés en régions soient trouvées par ceux-là même qui les vivent.

Le MPR a été créé dans le but d'instaurer dans le pays une société dans laquelle l'homme Zaïrois se sentirait à l'aise et libéré de toute sorte de tracas. L'homme serait au centre de toutes les activités, en un mot le MPR avait comme mission de créer une société intégrée pour assurer au pays un développement harmonieux dans tous les domaines, politique, économique et social.

Nous constatons que le MPR s'est détourné de son objectif principal et sert les intérêts particuliers de quelques individus. Donc il a échoué dans sa mission première de servir l'homme zaïrois.

Critique au plan économique

Des recettes minières et agricoles

Le non élargement au budget de l'État des recettes de la vente de diamant de la MIBA nous préoccupe et cela depuis l'avènement du nouveau régime.

La chute de la production agricole est due au manque de politique appropriée en la matière. Nous nous souvenons de la première place qu'occupait notre pays à l'époque coloniale.

Du Zaïre monnaie

Nous nous souvenons que la monnaie congolaise occupait la deuxième place mondiale et en 1967, cette place fut maintenue par la volonté politique du président-fondateur, et 1 Z — valait 2 \$ américains.

De nos jours, 1 \$ US vaut plus de 500 Z. Quel retournement de situation et où allons nous ?

La gabegie dans la gestion des institutions financières et de la chose publique en général sont les principales causes de l'effondrement monétaire du pays.

Suggestions

Constitution

Nous recommandons au président-fondateur du MPR Parti-État de :

1) Dissoudre la Constitution, le MPR Parti-État ainsi que tous ses organes, à savoir :

a) Le président-fondateur du MPR président de la République.

b) Le Congrès.

c) Le Comité central.

d) Le Bureau politique.

e) Le Conseil législatif.

f) Le Conseil judiciaire.

g) La Cour des Comptes.

h) Le Conseil consultatif permanent pour le Développement.

i) Le Bureau national de Consultations populaires.

2) Convoquer une conférence nationale à laquelle prendront part tous les représentants de différentes couches sociales de la Nation, toutes tendances confondues.

Celle-ci sera chargée de concevoir et d'élaborer une nouvelle Constitution qui s'inspirerait des préceptes et dispositions contenues dans la Constitution du 1^{er} août 1964 « dite de Luluabourg ».

3) Nommer un Premier ministre chargé de former un gouvernement provisoire dans lequel les anciens dirigeants du MPR Parti-État ne devront pas prendre part. Ce gouvernement provisoire aura pour mission de :

— soumettre à la population par voie de référendum l'adoption de la nouvelle Constitution sous l'égide des Nations Unies et de l'OUA ;

- organiser les élections présidentielles, législatives et locales.
- 4) Autoriser la création officielle de deux ou trois partis politiques dont l'UDPS qui opère depuis dans la clandestinité. Plus de Parti-État.
- 5) Laisser à chaque Zaïrois la liberté d'adhérer à un Parti de son choix. (Plus question de « Olinga olinga te ozali kaka na MPR ».)
- 6) Renoncer à la centralisation des pouvoirs entre les mains d'une seule personne et consacrer une décentralisation politique, territoriale et administrative effective.
- 7) Accorder aux opposants la liberté de mouvements dans le pays et libérer tous les détenus politiques notamment Tshisekedi wa Mulumba.
- 8) Après avoir réussi la pacification et l'unification du pays durant 25 ans de pouvoir sans partage, faire comme Jésus qui, après une mission de 33 ans sur terre a dit en levant la tête : « Père tout est accompli ».
- 9) Mettre fin à la politique de favoritisme, clanisme, tribalisme, régionalisme, népotisme et clientélisme dans les nominations : notamment de responsables de la Sécurité, des officiers généraux de l'Armée, des membres du Comité central, Bureau politique, Conseil exécutif, magistrature et diplomatie.
- 10) Favoriser la création de plusieurs centrales syndicales jouissant du droit sacré de grève, même dans l'administration publique.
- 11) Garantir les libertés fondamentales et les droits inaliénables de l'homme au Zaïre.
- 12) Enfin, démissionner de toutes vos fonctions.

Économie

- Obliger les dignitaires du régime de rapatrier au pays leurs avoirs en banques extérieures.
- Avoir le courage et la volonté politique de placer le zaïre-monnaie sous la couverture de la monnaie belge.
- Mettre fin à la politique paternaliste consistant en la distribution de l'argent liquide à travers le pays, pratique qui entretient l'inflation toujours galopante du zaïre-monnaie.
- Réduire vos déplacements fréquents à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ce qui diminuera sensiblement les dépenses occasionnées par vos voyages.
- Réaliser et rapatrier au Zaïre, les fruits de vente de vos biens personnels tant décriés par l'opinion nationale qu'internationale.
- Cesser d'encourager les commerçants véreux et cupides, nuisibles à la Nation.
- Faire émarger au budget de l'État toutes les recettes minières notamment celles de la MIBA ainsi que tous les « boni » réalisés notamment par la GECAMINES sur la vente de ses minerais.
- Confier à la Banque du Zaïre le contrôle de comptoirs d'or et de diamant, afin que le produit du sous-sol profite à l'État et non aux particuliers. Il en est de même du café zaïrois dont les recettes provenant de la vente ne sont pas rapatriées au pays.

Social et culturel

— Instaurer une politique salariale par laquelle le salaire de base d'un huissier de la fonction publique tel que proposé par le secrétaire général de l'UNTZA passerait de Z. 7 399,50 actuels à Z. 150 000 correspondant au panier de la ménagère soit à environ 10 000 FB. Le nouveau barème salarial devra permettre à chaque agent et fonctionnaire de nouer les deux bouts du mois.

— Unifier le barème de la fonction publique car à grade égal, salaire égal.

— Réévaluer sensiblement les allocations familiales qui sont actuellement de Z. 4,00 par enfant et Z. 8,00 pour épouse.

— Revaloriser la fonction du secrétaire général de l'administration publique qui est hiérarchiquement placé au-dessus du PDG d'une entreprise para-étatique (sous tutelle).

— Publier les salaires et traitements du président de la République, des membres du Conseil législatif, du Conseil exécutif, Comité central, Bureau politique, Conseil judiciaire, officiers généraux, PDG d'entreprise de l'État, etc.

— Mettre fin à la dotation dite présidentielle et attribuer un salaire au président de la République, qui pourra être calculé même au prorata du nombre d'habitants.

Ex. : 1 zaïre par tête de Zaïrois par mois, soit 35 000 000 Z. par mois et $\times 12$, cela donne un salaire de Z. 420 000 000 par an, au lieu de 4 000 000 000 Z. qu'il touche actuellement sous forme de dotation présidentielle par an, soit Z. 333 333 333 par mois dont bénéficie toujours le président-fondateur du MPR, président de la République.

— Réhabiliter, équiper et assurer l'approvisionnement des hôpitaux et autres formations médicales du pays, et assurer l'alimentation de malades internés.

— Réouvrir les pharmacies de l'État pour l'approvisionnement des agents et fonctionnaires ayant-droits.

Diplomatie

— Déclaniser, détribaliser et dérégionaliser les nominations aux postes d'ambassadeur et consul général du Zaïre, et revenir à l'ancien système de ne nommer aux dits postes que les diplomates de carrière selon les mérites professionnels de chacun.

— Rappeler et remercier les chefs de poste à nationalité douteuse.

— Revaloriser la fonction diplomatique par l'amélioration des salaires et l'octroi des avantages sociaux, compte tenu du coût de la vie très variable dans les pays d'accueil.

— Réinstaurer le système de congé annuel au cours duquel le fonctionnaire bénéficierait lui et sa famille des titres de voyages offerts par l'État.

— Autoriser la prise en charge par l'État des frais de scolarité (minerval) des enfants des diplomates inscrits notamment dans les écoles consulaires françaises ouvertes dans les pays d'accueil.

— Reculer à 60 ans l'âge de la mise à la retraite des diplomates zaïrois.

— Réduire sensiblement le nombre des agents de sécurité dans nos missions diplomatiques et consulaires, ceux appelés à y rester pour toute autre raison, devront revêtir le grade de couverture d'attaché culturel et ne devront jamais assumer l'intérim de chef de mission.

— Remercier tous les engagés locaux devenus diplomates par la grâce de leurs relations clanico-tribalo-régionales avec certains dignitaires du régime, et qui font la honte de la diplomatie zaïroise. Comme par exemple le cas très flagrant de notre compatriote ancien joueur de Léopards Kibonge Mafu qui, non seulement n'a pas étudié mais était engagé localement en qualité de chauffeur à l'ambassade du Zaïre à Bruxelles, est devenu aujourd'hui premier secrétaire d'ambassade du Zaïre à Londres. D'autres engagés locaux devenus diplomates sont maintenus en postes diplomatiques et changent régulièrement de postes en vue d'éviter le retour à la Centrale.

— Instaurer le système de transfert des salaires et loyers des diplomates directement dans leurs comptes individuels pour éviter des abus fréquemment commis par certains chefs de poste qui transforment leurs épouses — ambassadrices — en agent payeur de diplomates pendant leur absence.

— Permettre à tout diplomate en poste qui serait en conflit avec son ambassadeur, de présenter ses moyens de défense au lieu d'être parfois innocemment sanctionné au bénéfice de l'ambassadeur fautif, nous citerons le cas de l'ambassadeur Bokongi Embeyolo qui fut physiquement malmené pour abus d'autorité par ses collaborateurs. Il y a lieu de signaler d'autres cas restés malheureusement impunis à ce jour, notamment celui de certains ambassadeurs surpris en flagrant délit d'adultère avec les femmes de diplomates.

— Améliorer enfin le sort des mamans travailleuses de l'Administration publique qui sont soit célibataires et mères de nombreux enfants, soit des veuves avec souvent plusieurs orphelins à charge qu'il faut malheureusement nourrir avec un salaire de Z. 7 399,50.

A la lumière de ce qui précède et en vous conformant aux suggestions ci-dessus des militants et militantes du Département des Affaires étrangères, vous vous épargnerez le sort qui a été réservé au président Ceausescu de la Roumanie.

Fait à Kinshasa, le 22 mars 1990

Signé : Les militantes et militants, agents et fonctionnaires
du département des Affaires étrangères.